



Rapport d'ouverture par Sophie Binet

Tours, le 1^{er} juin 2026.

Cher.es camarades,

« Camarades », le plus beau mot de la langue française.

Nous avons des métiers, des histoires de vie, des parcours, des religions... très différents, mais nous partageons l'essentiel et c'est ce qui fait notre force : la solidarité, le refus de l'injustice et le courage de s'engager face au patron.

Chers camarades, quel plaisir de se retrouver tous et toutes ensemble ici en Congrès !

Oui, le congrès de la CGT est un événement social majeur pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de France et bien au-delà.

Nous pouvons être fier.es d'accueillir ici à Tours nos organisations sœurs, qui nous font l'honneur de venir des 4 coins du monde !

Nous accueillerons aussi demain les premières dirigeantes et dirigeants des principales organisations syndicales françaises. Saluons aussi celles et ceux qui ont contribué à faire vivre notre organisation. Je veux remercier chaleureusement nos anciens secrétaires généraux, Philippe Martinez et Bernard Thibault, présents parmi nous cette semaine !

Je veux dédier ce congrès à toutes celles et ceux qui luttent.

Camarades, merci de faire un maximum de bruit pour :

- Les coiffeuses du boulevard de Strasbourg, **On bosse ici, on vit ici, on reste ici !**
- Merci d'applaudir les camarades des cliniques du groupe Elsan du 66, qui après 3 semaines de grève, viennent de gagner des augmentations de salaires, et celles de l'Ehpad des Feuillants qui entament leur troisième mois de mobilisation !
- Applaudissons aussi les camarades de Fibre excellence, ici présents, toujours mobilisés pour gagner le sauvetage des 3 sites de St Gaudens et de Tarascon et de Chapelle Darblay.
- Applaudissons les camarades de Carcassonne qui défendent leur bourse du travail ! Jamais la CGT ne se laissera déloger par l'extrême droite ! Vous pouvez compter sur la solidarité de l'ensemble des territoires et des professions !

Et cette semaine, Tours sera la capitale des luttes !

Alors camarades, utilisons ce congrès. Utilisons les débats, bien sûr, mais utilisons aussi les pauses, les repas, les soirées. Rencontrons-nous. Parlons-nous. Organisons-nous. Parce que, OUI, un congrès de la CGT, c'est aussi ça : **c'est 1000 luttes en puissance !**

Pour cela, ayons une exigence : la culture des débats de la CGT. Cela signifie avoir tous les débats, poser toutes les questions, sans caricature, sans posture, sans procès d'intention.

Nous avons trop de sujets urgents, trop de sujets complexes à traiter pour inventer de faux débats !

Pas question de reproduire entre nous les logiques de disqualification que nous combattons à l'extérieur. Il n'y a pas de "traître" ou de "gauchiste" dans cette salle, rien que des camarades.

La force de nos débats, c'est qu'entre nous, on ne peut pas se raconter d'histoire. Nous savons, car nous le vivons chacun et chacune au quotidien : une mobilisation ne se décrète pas d'en haut, elle se construit. Et c'est tout l'enjeu de notre Congrès pour progresser collectivement : refuser les débats de posture pour se dire franchement les difficultés et les possibilités de mobilisation effective.

Pour gagner.

Camarades, notre Congrès se tient dans un contexte inédit.

Les nuages noirs s'amoncellent. Les bruits de bottes s'amplifient.

Jamais, depuis 1945, il n'y a eu autant de guerres.

Jamais, depuis 1945, l'extrême droite n'a exercé le pouvoir dans autant de pays : Italie, Argentine, États-Unis, Inde, Tunisie, Russie, Israël, Chili, République Tchèque, Finlande et Belgique dans des coalitions...

Cela ne se produit ni par magie ni par hasard. L'extrême droite arrive toujours au pouvoir grâce au soutien du capital ! Pourquoi ? Parce que le capitalisme est en train de muter. Nous passons du capitalisme néolibéral qui visait à mettre les États à son service, au capitalisme libertarien qui veut détruire l'État et supprimer toutes les règles.

Son objectif est clair : remplacer le droit par la loi du plus fort. C'est-à-dire la loi du plus riche.

Trois facteurs expliquent ce basculement : la question environnementale, la fin de la mondialisation néolibérale et la révolution technologique.

1. D'abord, la question environnementale :

Nous entrons dans un monde de rareté, les ressources ne sont pas infinies, le gâteau ne grossit plus, donc le capital, pour maintenir ses profits devient toujours plus prédateur.

Résultat, les rapports de classe s'exacerbent, le patronat refuse tout compromis, vous le vivez chacun et chacune sur vos lieux de travail. C'est cela qui alimente les tensions, les guerres, les conflits pour le gaz, le pétrole, les métaux rares, l'eau. Pour le capital, le greenwashing et le capitalisme vert, c'est déjà fini ! Place au climato scepticisme !

2. Deuxième facteur : la fin de la mondialisation néolibérale.

La division internationale du travail issue du colonialisme s'est retournée contre ses auteurs. Rappelons-nous : quand nous défendions nos usines, on nous répondait que les ouvriers et l'industrie n'avaient pas d'avenir en France et qu'il était bien plus stratégique d'être donneurs d'ordre et de faire de la recherche et du développement.

Aujourd'hui, de plus en plus de pays du Sud ne se contentent plus d'être les ateliers du monde mais maîtrisent désormais l'ensemble des chaînes de valeur.

Le libre-échange, conçu pour servir les multinationales américaines, ne leur profite plus assez. Elles passent donc à la guerre commerciale, ou à la guerre tout cours : soit le Venezuela livre du pétrole, soit le président est destitué, soit le Groenland donne accès à ses minerais critiques, soit il est annexé...

3. Troisième facteur : la révolution technologique.

Le numérique et l'intelligence artificielle concentrent un pouvoir et des profits colossaux.

Pour les maximiser, la Big Tech cherche à supprimer toutes les régulations pour remplacer massivement le travail humain : véhicules autonomes, guerres par IA, surveillance de masse, IA remplaçant juges, médecins, enseignants, acteurs, psychologues.

Cela produit une « *société Frankenstein* » sans aucun contrôle humain avec une élite ultra riche qui exploite la planète. C'est cette big Tech associée aux big oil qui a porté Trump au pouvoir ! Ne l'oublions pas !

Pour le capital, la démocratie est maintenant un problème.

C'est la raison pour laquelle l'alliée indispensable du capital, c'est l'extrême droite. L'extrême droite se nourrit des impasses de la mondialisation néolibérale. Elle prospère sur le déclassement.

Le déclassement de notre pays, le déclassement du travail qui ne paye plus, le déclassement de nos industries qui ferment, des services publics qui se paupérissent, des territoires qui se désertifient...

Mais, pour éviter que la colère ne se retourne contre le capital, l'extrême droite désigne des boucs émissaires : les étrangers, les soient-disant « assistés », les personnes LGBTQIA+, les femmes, etc.

Et l'extrême-droite se nourrit de l'absence d'alternative : quand la gauche fait la même chose que la droite, quand elle ne parle plus du travail et se contente de répondre par des discours moraux, des discours de grandes "valeurs" ou de charité, des discours misérabilistes, l'extrême droite met ses pantoufles.

Elle s'installe. Lentement mais sûrement.

Chaque jour, l'étau se resserre.

Chaque jour, des digues sautent.

Chaque jour, on s'habitue à l'inacceptable.

Cela ne se passe pas seulement de l'autre côté de l'Atlantique mais aussi à côté de nous. Ce sont les nouveaux maires RN qui expulsent les syndicats, coupent les budgets des associations et des journaux qui osent les critiquer, suppriment les cérémonies de commémoration de la fin de l'esclavage ou d'hommage aux mineurs.

Comme si de rien était.

Ce sont les agressions racistes et antisémites qui se banalisent dans l'indifférence.

C'est Bruno Retailleau. Qui met fin à la régularisation des travailleurs et travailleuses étrangers et qui est prêt à s'allier avec l'extrême droite face, je cite : "*au danger de la gauche*"...

C'est Vincent Bolloré. Qui après avoir repris en main Canal +, Itélé, le JDD, Europe 1, Prisma media, Fayard, Hachette et Relay, met au pas Grasset et s'attaque maintenant au cinéma français en rachetant UGC ! Le monde de la culture résiste : 240 auteurs et autrices claquent la porte, 4000 professionnels du cinéma dénoncent le danger de sa mainmise. Et ils sont blacklistés, dans l'indifférence du pouvoir.

Et c'est le MEDEF, qui, pour la première fois depuis 1945, traite le RN comme un parti comme les autres. Quelle déchéance morale ! Voilà ce qui arrive quand la seule boussole c'est l'argent !

Les masques tombent : la vraie idylle cachée de Jordan Bardella ce n'est pas la princesse des 2 Siciles, c'est le MEDEF ! Bardella, ami des actionnaires et ennemi de la classe ouvrière !

Dans ce contexte, le pire danger, c'est la lâcheté ordinaire. L'idée qu'il faudrait s'adapter, composer et s'habituer. C'est exactement ce mécanisme qui permet, par petites touches, de banaliser ce qui ne devrait jamais l'être.

Alors je le redis, la CGT ne se laissera jamais anesthésier par l'extrême droite ! Soyons fier.es de la clarté et de la constance du positionnement de la CGT !

Pas de confusion, pas de relativisme. Le Rassemblement National n'est-pas-un-parti-comme-les-autres. Il remet en cause les fondements mêmes de notre République : l'égalité, le droit du sol, les libertés, l'État de droit. L'extrême droite ne doit jamais être mise dos à dos avec aucune autre force politique !

L'histoire nous l'a appris : si elle prend souvent le pouvoir par les urnes, elle fait tout pour ne jamais le rendre en s'attaquant à tous les contre-pouvoirs : justice, presse, monde de la culture, universitaires, syndicats !

Alors oui, il faut le dire et le répéter sans détour : l'extrême droite est la pire ennemie du monde du travail. Nous en avons malheureusement la preuve chaque jour. Les travailleuses et les travailleurs sont les premières victimes des guerres de l'internationale d'Extrême Droite.

Les prix flambent, les salaires stagnent, le budget de nos services publics et de la protection sociale est détourné pour financer l'industrie militaire. 10% de la population mondiale est désormais exposée à la guerre : aux camarades ukrainiens, palestiniens, iraniens, libanais, congolais ici présents dans la salle... je veux vous dire toute notre solidarité, comme aux Soudanais, Yéménites, Afghans et tant d'autres...

Face à la militarisation du monde, il nous faut une nouvelle stratégie syndicale pour la paix et le désarmement. Et cette stratégie ne peut qu'être mondiale. Sur un sujet d'une telle importance, pas question de se contenter de grandes déclarations de principe, sans aucun impact opérationnel. Il nous faut un plan de bataille CONCRET, et c'est ce que nous a présenté hier notre Confédération Syndicale Internationale qui rassemble 340 organisations syndicales présentes dans 90% des pays du monde.

Nous devons nous y investir pleinement car la France est au cœur du problème, c'est le deuxième exportateur d'armes mondial. Avec essentiellement des entreprises industrielles privées, qui engrangent des bénéfices records.

Ils sont là les profiteurs de guerre ! C'est pourquoi nous proposons un pôle public national de défense placé sous contrôle démocratique pour que la guerre cesse d'être un marché juteux ! Nous proposons de généraliser la dualité militaire/civil, comme nous l'avons fait avec le projet d'imagerie médicale chez Thalès.

La mission de l'Europe, ce n'est pas de chercher à ressusciter l'OTAN que Trump a tué. La mission de l'Europe c'est de renforcer le multilatéralisme, défendre l'OIT et réformer l'ONU ! Pour faire taire les armes, la diplomatie doit parler.

Nous n'accepterons jamais que les travailleuses et les travailleurs soient transformées en chair à canon pour les puissances de l'argent !

Nous faisons face à un rouleau compresseur.

Mais notre force, c'est le syndicalisme. Nous sommes tout ce que l'extrême droite déteste.

Eux, cultivent les clivages identitaires, **nous** rassemblons la classe des travailleurs et des travailleuses, quelles que soient leurs origines, leur couleur de peau, leur genre ou leur religion !

Eux, alimentent les surenchères guerrières, nous sommes internationalistes !

Eux, portent un modèle autoritaire, nous sommes démocratiques, nous refusons le délégataire et nous nous battons pour l'émancipation de chacune et de chacun !

Face à l'extrême droite, l'antidote c'est le syndicalisme CGT !

Camarades, n'oublions pas que rien n'est jamais écrit d'avance et que c'est notre mobilisation qui fait la différence. Rappelons-nous : en juin 2024 alors qu'Emmanuel Macron était prêt à donner les clés de Matignon à Jordan Bardella, nous avons pris toutes nos responsabilités ! Nous avons conduit la gauche à s'unir sur un programme de rupture puis réussi à ce qu'elle finisse légèrement en tête. Aucun sondeur ne l'avait prédit ! Nous avons soulevé des montagnes et nous avons déjoué tous les pronostics ! Et nous ne sommes pas les seuls !

Nous pouvons applaudir :

- Nos camarades italiens de la CGIL, ici présents, qui ont réussi à mettre en échec le referendum de Giorgia Meloni qui remettait en cause l'indépendance de la justice !
- Nos camarades américains de l'AFL-CIO présents également, qui ont contribué à mobiliser 8 millions de citoyens contre Trump et ont chassé sa police raciste de Minneapolis !
- Nos camarades espagnols des commissions ouvrières et de l'UGT, aussi présents, qui ont empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir et gagné 60% d'augmentation du SMIC, l'expérimentation de la réduction du temps de travail à 32h et la régularisation de 500 000 travailleurs et travailleuses sans papiers !
- Applaudissons nos camarades brésiliens de la CUT, ici présents, qui sont en train de gagner la réduction du temps de travail de 44h à 40h par semaine !
- N'oublions pas nos camarades belges qui ont battu notre record de longévité. 18 mois de mobilisation avec une unité sans faille ! 6 fois nonantes jours ! Résultat : ils ont réussi à bloquer à 4 reprises le vote du budget d'austérité par le Parlement ! Bravo à elles et eux !

Nous avons tenu notre dernier Congrès en pleine mobilisation contre la réforme des retraites et nous nous sommes engagés, ensemble, à ne rien lâcher. La constitution a malheureusement permis à Emmanuel Macron de passer en force mais comme nous l'avions annoncé, nous avons fait dérailler le quinquennat d'Emmanuel macron. La « start up nation » voulait enterrer le syndicalisme, résultat, c'est le syndicalisme qui a enterré la « start up nation » !

Faisons les comptes. Depuis 2023 :

- 4 Premiers ministres contraints à la démission !
- 5 réformes enterrées : celles de l'assurance chômage à DEUX reprises, celle du Code du travail, celle de l'audiovisuel public, celle de la fonction publique !
- Deux budgets d'austérité en partie vidés de leur contenu : les 3 jours de carence dans la fonction publique, le vol de 2 jours fériés, le doublement des franchises médicales, le gel des pensions et de toutes les prestations sociales, la taxation des apprentis et des CSE... Tout cela est passé à la trappe grâce à notre mobilisation !
- Et, cerise sur le gâteau, le roi des mythos Gabriel ATTAL démasqué et arrêté par la CGT ! Avis aux vautours et autres rats qui rodent : le 1er mai est à nous ! Vous ne nous le volerez jamais !

Et le point central, les retraites. Nous avons refusé de tourner la page et nous avons tenu parole : nous avons fait échouer le conclave et décalé l'application de la réforme. Mesurons bien.

C'est une première dans l'histoire sociale et cela confirme qu'il n'y a qu'une issue : l'abrogation ! Les départs anticipés arrachés par les dockers, cheminots, et verriers montrent la voie. Ces mobilisations doivent faire tache d'huile pour gagner la retraite à 60 ans !

Camarades, personne ne rejoint pas une équipe qui perd. Valoriser nos victoires, c'est se donner la force de continuer.

Soyons la CGT de la gagne !

Soyons la CGT des bonnes nouvelles !

Soyons la CGT qui refuse d'être enfermée sur le banc de touche et qui occupe tout le terrain de jeu !

A chaque fois, les ingrédients de la victoire sont les mêmes : l'unité et la mobilisation. L'unité est souvent décisive pour que les salarié.es s'engagent dans une mobilisation. En 36, en 68, en 95, en 2003, 2006, 2010, 2016, 2019, 2023, les grandes luttes et victoires sociales ont toujours été unitaires. La technique du patronat, vous le vivez chacune et chacun dans vos boîtes, c'est toujours diviser pour mieux régner.

C'est la raison pour laquelle nous faisons l'inverse ! C'est l'unité qui bloque les stratégies de cavaliers seuls, c'est l'unité qui évite de négocier les virgules sur la feuille de route patronale ou gouvernementale ! C'est l'unité qui empêche gouvernement et patronat de choisir leurs interlocuteurs ! Ce n'est pas pour rien que c'est toujours la CGT la locomotive de l'unité !

Alors oui, camarades, nous pouvons être fiers. Fiers d'avoir maintenu l'unité syndicale pendant 3 ans, d'avoir riposté ensemble sur le 1er mai, l'assurance chômage ou l'austérité et de combattre ensemble l'extrême droite !

Camarades, l'histoire sociale a malheureusement été marquée par le morcellement du syndicalisme. Mais nous avons lors de ce congrès, la possibilité d'enclencher une autre dynamique en posant les fondations d'une maison commune avec la FSU.

Soyons clairs, il ne s'agit ni d'une fusion, ni de la création d'une superstructure, mais d'un cadre de coopération permanent, au plan confédéral et en territoire. 15% des enseignants et enseignantes sont syndiqué.es à la FSU, articuler cette forte capacité de grève à notre organisation interprofessionnelle, c'est renforcer considérablement le rapport de force ! Notre congrès doit nous permettre de valider ensemble cette première étape, en étant très clair sur une chose : rien ne sera imposé d'en haut. Le processus restera sous contrôle du CCN, le 55^e congrès en fera le bilan et décidera, ou pas, d'une nouvelle étape.

Camarades, nous sommes rassemblés pour adopter notre plan de bataille pour les 3 prochaines années. Pour cela, tirons les leçons de la mobilisation contre la réforme des retraites. Encore une fois, il y avait plus de manifestant.es que de grévistes. Nous n'avons pas réussi à étendre la grève après le 7 mars, jour où l'intersyndicale avait appelé à mettre le pays à l'arrêt.

Je n'aurai pas le temps de développer sur l'ensemble des causes mais je me concentrerai sur ce qui dépend de nous.

D'abord, pour mettre le pays à l'arrêt 600 000 syndiqués c'est insuffisant : 70% des salarié.es du privé n'ont pas la CGT dans l'entreprise, plus de 40% des salarié.es n'ont même aucun syndicat et donc n'ont pas d'organisation pour impulser la grève ! Ensuite, tous les syndicats CGT n'ont pas appelé à la grève. Enfin, pour que la grève soit suivie, le point déterminant c'est ce qu'on appelle l'ancrage.

Pourquoi les énergéticiens, les dockers, les salarié.es de Vert Baudet, les éboueurs étaient si nombreux et nombreuses à être en grève ? Parce qu'en plus du refus de la réforme des retraites, ils avaient des revendications propres. Plus de grèves d'entreprises pour des augmentations de salaire aurait été un point d'appui pour déterminant gagner sur les salaires et sur les retraites ! Pour faire progresser le rapport de force, il n'y a pas de recette magique mais une évidence.

Il nous faut faire de la vie syndicale une priorité. On ne peut pas être de classe sans être de masse !

Nous vous proposons donc lors de ce Congrès de décider de 4 chantiers concrets pour passer du dire au faire : la syndicalisation, la représentativité, remettre les syndicats au centre de la CGT et renforcer nos structures territoriales. Et il y a urgence, camarades !

1er chantier : la syndicalisation pour mettre fin au syndicalisme par procuration. Grâce à la mobilisation contre la réforme des retraites, nous avons gagné une nouvelle cote de popularité. Résultat : notre nombre de syndiqué.es augmente pour la première fois depuis 2012 et chaque jour, ce sont 130 salarié.es qui font le choix de se syndiquer à la CGT !

Le problème, c'est que nous sommes un panier percé. Combien de nouvelles et de nouveaux repartent comme ils sont venus au bout de quelques mois faute d'avoir trouvé un véritable accueil ? Bien sûr il y a la discrimination syndicale et la montée de l'individualisme, mais ne tournons pas autour du pot. Le premier obstacle à la syndicalisation, c'est nous-mêmes. Et la bonne nouvelle, c'est que nous avons du coup toutes les clés en main pour le régler ! Nous comptons désormais 100 000 isolé.es, 100 000 syndiqué.es qui ne sont pas rattaché.es à un syndicat.

Pourquoi ? Parce qu'ils et elles travaillent dans des lieux dans lesquels nous ne sommes pas encore implantés et où nous n'avons pas la masse critique pour créer un syndicat. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons lors de notre congrès de décider de la création de syndicats professionnels de territoire avec des sections d'entreprises.

Il ne s'agit bien sûr pas de remplacer les syndicats existants mais de permettre aux syndiqué.es isolé.es de se regrouper par profession et par territoire. Ils et elles pourront ensuite transformer leur section en syndicat d'entreprise une fois qu'ils et elles seront

assez nombreux et nombreuses. Camarades, l'accueil des nouveaux et nouvelles est une tâche absolument prioritaire !

On ne se syndique jamais à la CGT par hasard. Ces nouveaux et nouvelles syndiqué.es sont nos pépites, l'avenir de la CGT ! C'est avec elles et eux que nous pouvons décupler notre force et notre implantation.

Pourtant, trop souvent, se syndiquer à la CGT c'est le parcours du combattant. Plus possible que les gens attendent 3 mois, 6 mois, parfois 1 an avant d'être recontactés ! Il nous faut décomplexer la syndicalisation : si on attend que les salarié.es poussent notre porte, on risque d'attendre longtemps. Non, proposer systématiquement l'adhésion aux salarié.es qui viennent nous demander de l'aide juridique, ce n'est pas être un « vendeur de tapis ».

Syndiquer l'ensemble du salariat c'est syndiquer encore plus et mieux les femmes. Ces dernières années nous avons considérablement progressé. Il n'y a d'ailleurs jamais eu autant de femmes à un Congrès de la CGT ! Mais ne nous arrêtons pas en si bon chemin ! Plus on monte en responsabilité, moins il y a de femmes : nous comptons seulement 25% de femmes secrétaires générales d'unions départementales ou de fédérations. Il nous faut donc continuer notre travail volontariste dont nous pouvons être fier.es.

Les violences sexistes et sexuelles sont présentes partout dans la société...Et aussi dans la CGT !

Je veux rendre ici solennellement hommage à Céline, aide-soignante, syndiquée à l'AP HP. Il y a un an, elle a été assassinée par son conjoint, syndiqué lui aussi à la CGT. Elle était victime de violence depuis des années. Personne n'a rien vu. Elle laisse derrière elle deux orphelins, à qui je tiens à assurer toute notre solidarité. Céline, nous ne t'oublierons jamais. Tu peux compter sur nous pour continuer le combat.

Il nous faut continuer, résolument, à affronter les débats difficiles, ce d'autant plus au vu du contexte de backlash organisé par l'Extrême droite.

IVG, droit à la contraception, égalité pro, violences sexistes et sexuelles, accès à l'éducation...C'est la première fois dans l'histoire que les droits des femmes reculent à l'échelle mondiale.

La CGT a une responsabilité majeure. Celle de continuer à être à l'avant-garde en étant exemplaire. Nous avons franchi ensemble des étapes dont nous pouvons être fier.es : la création de la cellule de veille, un an avant #MeToo, puis l'adoption du cadre commun par le CCN. C'est pourquoi nous vous proposons, lors de ce congrès, de franchir une nouvelle étape en annexant ce cadre commun à nos statuts. Il ne s'agit pas de le graver dans le marbre, le CCN en fera des bilans réguliers et pourra toujours le réajuster et le préciser, mais l'objectif c'est d'en faire une référence pour toute l'organisation.

Ce sera un vote majeur, un vote politique, qui enverra un signal à toutes les femmes, à celles qui sont syndiquées et à celles qui ne le sont pas encore. Soyons au- rendez-vous les camarades ! Et ne nous trompons pas de débat ! La question c'est : est-ce que la CGT est un outil d'émancipation pour les femmes ou est-ce qu'elle reproduit les rapports de domination ? Le message doit être clair !

Mettre véritablement en œuvre un syndicalisme de masse c'est aussi se tourner en grand vers les jeunes. Contrairement à ce que l'on entend parfois, ils et elles figurent parmi les salarié.es qui ont la meilleure image de la CGT. Instaurons sur tous les lieux de travail des formations d'accueil pour tous les nouveaux et nouvelles embauché.es, pour leur présenter leurs droits, leur fiche de paye et la CGT ! Il nous faut mettre en place un travail particulier sur les apprenti.es qui n'ont jamais été aussi nombreux. Ils et elles sont les plus exposés à l'arbitraire patronal et en payent un lourd tribut en termes d'accidents et de morts du travail mais aussi de violences sexistes et sexuelles. Et dans leurs CFA, ils et elles ont moins de droits que des collégiens ! Tout cela mes camarades, c'est de notre responsabilité ! Nous sommes les seuls à pouvoir représenter et organiser les apprentis !

Enfin, n'oublions pas les retraité.es ! Ils et elles sont toujours stigmatisé.es par le patronat et le gouvernement. Soyons clairs : les retraité.es sont de plus en plus nombreux et incontournables dans le rapport de force ! Et nous avons d'énormes progrès à faire !

Combien de syndiqué.es perdons-nous une fois passés à la retraite ? La continuité syndicale c'est notre responsabilité à toutes et tous ! La première étape, c'est de créer des sections de retraité.es dans l'ensemble de nos syndicats. Mais cela ne suffira pas : nombre d'entre eux déménagent ou font le choix de nous rejoindre seulement au moment de la retraite.

Nous vous proposons donc de donner mandat à l'UCR pour que leur prochain congrès travaille des propositions précises pour mieux organiser les retraité.es en territoire, sur leurs lieux de vie.

2e chantier : notre représentativité

Pour mieux défendre les salarié.es, notre représentativité est un enjeu majeur parce que plus la CGT est forte dans un secteur, meilleurs sont les droits collectifs des salarié.es. Le problème, c'est que depuis 2012, notre score s'effrite continuellement pour deux raisons principales :

- Les ouvriers et employé.es sont de plus en plus nombreux dans les petites entreprises, le tertiaire, la logistique, le commerce et les services, secteurs où nous sommes moins implantés.
- Dans nos bastions historiques, les Ingés, cadres, tech et agents de maîtrise, les ICTAM, sont devenus majoritaires, ce qui explique la progression de la CFE-CGC à notre détriment.

Mais camarades, il n'y a aucune fatalité. Les sondages montrent que la CGT est la référence pour les salarié.es : cela doit se traduire dans les urnes ! Le déploiement de nos syndicats professionnels de territoires nous permettra justement de réduire les déserts syndicaux et de mieux nous implanter dans les petites entreprises et le tertiaire. Concernant les cadres et professions intermédiaires, nous disposons d'atouts réels. Depuis 2023, leur nombre à la CGT a augmenté de 13 %. Ils et elles apprécient notre positionnement clair contre l'extrême droite et les productions de l'UGICT - quand elles arrivent jusqu'à eux. Mais le message doit être net : « Bienvenue à la CGT ! Ta responsabilité est de syndiquer tes collègues ».

Personne ne le dit aussi bien qu'Henri Krasucki, je le cite : « *Un cadre qui se mobilise en soutien aux ouvriers, quel bel exemple de solidarité mais quelle démission vis-à-vis de ses propres responsabilités* ». La mission des ICTAM n'est ni de mener les luttes à la place des ouvriers, ni de se limiter à la solidarité, leur mission c'est de développer les luttes chez les cadres et professions intermédiaires pour transformer les rapports sociaux dans l'entreprise.

Don cela passe par la prise en compte de leurs problématiques spécifiques et par la création d'espaces où ils et elles peuvent se coordonner. Développer une activité spécifique ICTAM protège aussi les ouvriers et les employé.es. La CGT doit rester un outil d'émancipation à tous les niveaux. Soyons toujours vigilant.es à ne PAS reproduire les rapports de classe dans le syndicat ! Chacun et chacune doit pouvoir diriger ses luttes ! Gare au paternalisme !

Nous devons aussi penser aux 5 millions de salarié.es des TPE. Plus possible qu'ils et elles soient privés de droits ! Plus largement, nous allons lancer une grande campagne nationale « Je vote CGT » pour les élections professionnelles, en commençant par la fonction publique, enjeu crucial pour près de 6 millions d'agents.

Tous et toutes sur le pont dès maintenant et jusqu'au 10 décembre ! Ces élections sont un enjeu déterminant, il nous faut aller chercher les voix une par une, et la CGT sera au rendez-vous !

3e chantier : remettre les syndicats et les syndiqué.es au centre de la CGT

Trop souvent, nous peinons à mettre en cohérence les batailles conduites sur les lieux de travail, avec celles menées dans la profession, dans le territoire et au plan confédéral. La question qui nous est posée c'est notre capacité à conduire la double besogne : le travail syndical quotidien, et notre objectif de transformation de toute la société.

Impossible de faire l'un sans l'autre. Pourtant, trop souvent c'est ce que nous faisons avec nos syndicats centrés sur le carreau cassé ou l'agenda du patron, pendant qu'UD, FD et confédération donnent l'impression de refaire le monde !

Les syndicats sont la base de toute la CGT ! Il nous faut réimbriquer toutes les structures de la CGT au service des syndicats. Le fédéralisme, ce n'est pas une union de syndicats franchisés, qui font chacun leur vie et se retrouvent seulement une fois tous les 3 ans pour le congrès !

Deuxième problème : trop de nos syndicats fonctionnent uniquement sur un noyau dur d'élus et mandatés.

Mais n'oublions pas les camarades ! Nos syndiqués doivent être auteurs, acteurs et décideurs ! Nous vous proposons de nous engager ensemble à ce que d'ici au 55e congrès, l'ensemble de nos syndicats aient tenu leur congrès. Un congrès, c'est bien plus qu'un moment statutaire ! C'est l'occasion d'adopter un plan de travail, d'impliquer l'ensemble des syndiqué.es, bien au-delà des seuls élu.es et mandaté.es, et de renforcer le lien avec l'interpro.

Du fait des ordonnances travail, il n'y a jamais eu autant de chantage à l'emploi et de pression sur les délégué.es syndicaux. Les sujets sont de plus en plus techniques. La répression syndicale s'amplifie. Il nous faut donc mettre toute la CGT au service vos luttes à l'image de ce que nous avons fait avec la coordination des luttes confédérale :

Gardanne, Valdunes, Fonderie de Bretagne, Vertbaudet, les cliniques du 66, la Monnaie de Paris, la Tour Eiffel, Emmaus, Vencorex, la grève coordonnée des 500 travailleurs et travailleuses sans papier d'Ile de France, les femmes de chambre du Campanile de Suresnes, les coiffeuses du boulevard de Strasbourg et tant d'autres.

Ces victoires ont été rendues possibles par la coordination des luttes, l'implication de la confédération et de TOUTES les organisations CGT ! C'est ce qu'il nous faut généraliser !

Alors que les rapports de classe s'exacerbent et que l'extrême prétend accéder au pouvoir, nous ne pouvons pas continuer à ce que nos conflits internes se règlent devant les tribunaux ! Pour sécuriser l'organisation, le CCN vous propose donc de modifier 3 articles de nos statuts. Il s'agit de créer une commission de résolution des conflits placée sous l'autorité du CCN, renforçant donc le fédéralisme et mettant FD et UD sur un pied d'égalité.

Enfin, notre 54e congrès est l'occasion de fêter la naissance du Cogitiel V2 ! C'était notre premier objectif au sortir du 53e congrès et nous l'avons tenu. Le Cogitiel V2 est enfin là, pour de vrai. Il va changer notre quotidien. Il est lancé en phase de test dès maintenant, et la bascule définitive sera opérée en janvier 2027. Je ne vous en dis pas plus et vous donne rendez-vous sur le stand de l'espace vie syndicale pour pouvoir tester et visualiser l'outil.

4e chantier : renforcer nos structures territoriales

Nos unions départementales, et encore plus nos unions locales, sont un outil précieux. La CGT est la SEULE organisation en France à avoir un tel réseau militant de proximité.

850 unions locales ! Pourtant, elles n'ont jamais été autant fragilisées. Fragilisées, par la baisse des droits et moyens syndicaux, fragilisées par la remise en cause de leurs locaux.

Nous vous proposons de décider ensemble d'organiser une conférence pour les UL dans chaque UD pour pouvoir renforcer leurs moyens et adapter au mieux leurs périmètres. Avec la création des syndicats professionnels de territoires, les UL n'auront plus besoin d'organiser les isolés mais pourront revenir à leurs missions premières, celles de se déployer là où on ne l'est pas, d'accompagner les syndicats ou les sections, et d'impulser des batailles revendicatives sur le territoire. Reste à dégager des moyens pour cela, raison pour laquelle nous proposons que chaque syndicat mette à disposition au moins 10% de ses moyens syndicaux pour l'interpro.

Loin d'être seulement des locaux, nos bourses du travail sont le lieu de naissance du syndicalisme interprofessionnel, le lieu où sont nées les premières mutuelles ouvrières, les premières coopératives ouvrières, les premières bibliothèques ouvrières, mais aussi les premiers théâtres ouvriers !

Un outil majeur d'émancipation de la classe ouvrière ! C'est sans doute là où l'immense Martha Desrumaux a appris à lire et à écrire.

Pourtant, 60 d'entre elles sont menacées, à commencer par celle de Carcassonne. Grâce à la publication de notre liste noire, nous avons obtenu le lancement par le gouvernement d'une mission sur le sujet. C'est une première étape mais il nous faut aller beaucoup plus loin. Nous vous proposons donc de créer une impulsion permanente à la confédération, pour défendre et revivifier nos bourses du travail.

Camarades, jamais notre pays n'a été confronté à des enjeux aussi déterminants. Pourtant, le débat politique se centre sur l'ouverture des boulangeries le 1^{er} mai, la stigmatisation des étrangers, sur des batailles de petites phrases ou des querelles politiciennes...

C'est pathétique. C'est la raison pour laquelle nous allons nous mêler du débat présidentiel pour remettre les travailleurs et les travailleuses au centre du jeu.

Olivier, Marine, Manuel, Fabien. Merci pour votre présence à notre congrès, je note, encore une fois, que la CGT fait l'unité, pourvu que ça dure... Vous le savez, la CGT n'est et ne sera jamais au service d'aucun parti, mais elle ne sera jamais neutre. C'est ce que proclame la charte d'Amiens que nous avons adoptée il y a exactement 120 ans, lors de notre congrès confédéral.

Notre indépendance c'est fondamental.

Jamais, nous ne rangerons nos drapeaux, quel que soit le gouvernement en place. Et jamais, je dis bien jamais nous ne laisserons instrumentaliser une lutte pour un autre objectif que celui des travailleurs et des travailleuses. Nous ne nous mobilisons pas pour la victoire de tel ou telle candidat, mais pour que les revendications des travailleurs et travailleuses soient prises en compte !

Nous avons aussi dans cette période une responsabilité, celle de faire respecter l'ADN de la CGT. La pluralité des sensibilités qui nous composent, c'est une des conditions de notre unité. Cela signifie que tous les militants et militantes, mais aussi les partis politiques, doivent respecter cette diversité et ne pas chercher à instrumentaliser la CGT à leur profit.

Olivier, Marine, Manuel, Fabien. On ne battra pas l'extrême droite avec des valeurs creuses et des discours moralisateurs. L'histoire nous montre le chemin. Nous fêtons cette année les 90 ans du Front Populaire ! En 1936, alors que les fascistes ont pris le pouvoir en Allemagne et en Italie, en France, nous avons gagné les congés payés, les conventions collectives, l'augmentation des salaires ! Comment ?

Par l'unité, par la mobilisation, et grâce à des perspectives sociales fortes. C'est exactement ce que nous devons remettre à l'ordre du jour aujourd'hui !

Il est temps de tourner la page de la trop longue nuit du macronisme. Les passages en force, le mépris du monde du travail et les chèques en blancs pour la finance et les multinationales c'est fini !

Soyons clairs. Il ne suffira de remplacer une politique injuste par quelques ajustements à la marge. Les rustines sur le capitalisme néolibéral, c'est terminé !

Aujourd'hui il faut changer de cap et rompre. La politique de l'offre du patronat et d'Emmanuel Macron nous mène dans le mur. Depuis 10 ans, les réformes régressives s'enchaînent au nom de la compétitivité et du désendettement.

Résultat : la dette atteint des records, le déficit commercial est abyssal, on ferme des usines chaque jour. On en paie le prix cash : on régresse sur la transition environnementale, nos salaires n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2020 et la pauvreté n'a jamais été aussi élevée depuis 30 ans. Alors qu'Emmanuel Macron a été élu

POUR battre l'extrême droite, elle est, pour la première fois de notre histoire, en situation d'arriver au pouvoir. Par les urnes !

La France de Macron, c'est la France des milliardaires. En 10 ans, le patrimoine des 500 personnes les plus riches a été multiplié par 3,5. Un seul gagnant à cette politique : le capital.

Face à l'extrême droite, dire non ne suffit plus. Si la seule perspective c'est le statu quo ou le moins pire, les travailleurs et les travailleuses ne suivront pas. Nous avons déjà trop payé, maintenant c'est le capital qui doit passer à la caisse ! Nous interpellons les candidat.es aux élections présidentielles autour de 3 points clés.

1. D'abord, il faut socialiser davantage les richesses pour mieux protéger :

Nos destins sont tous interdépendants. Comme l'a montré le COVID, le seul moyen de se protéger d'une épidémie c'est que toutes et tous en soient protégés. C'est comme ça sur tous les sujets. La vraie sécurité, ce n'est pas le repli et le chacun pour soi. La meilleure des sécurités, c'est la solidarité ! La meilleure des sécurités, c'est la Sécurité sociale dont nous fêtons cette année les 80 ans. La Sécurité sociale, c'est ce qui nous a permis d'allonger considérablement l'espérance de vie, de mettre fin à la pauvreté de ceux que l'on appelait les vieux, de faire face à toutes les crises.

La sécurité sociale, c'est notre trésor national, 640 milliards socialisés chaque année pour financer directement nos hôpitaux, nos retraites, et prendre en charge les personnes fragiles. Le débat est simple, frontal.

Voulons-nous d'une société à l'américaine ? Voulons-nous vivre dans le pays le plus riche du monde qui a une espérance de vie plus faible que l'Albanie, le Chili ? Voulons-nous vivre dans le pays où il faut payer 200 000 dollars pour soigner son cancer et où les travailleurs peuvent du jour au lendemain se retrouver sans retraite suite à la faillite de leur fonds de pension ?

Contrairement à ce que l'on nous rabâche matin, midi et soir, ce système financiarisé coûte 50% plus cher que notre Sécurité sociale. Si le capital combat la Sécurité sociale, ce n'est pas parce que ça coûte trop cher, c'est parce que c'est 640 milliards avec lesquels il ne peut pas spéculer, et ça, ça l'insupporte.

L'enjeu est là. Vers quoi voulons nous orienter les richesses que nous produisons grâce à notre travail ? Vers la consommation sans limite et l'enrichissement de quelques-uns ou vers le bien-être de la société ?

Alors que le patronat conjugue le verbe « avoir » à tous les temps, nous conjugons le verbe « être ». Quand leur seul objectif est d'« avoir », d'accumuler toujours plus de richesses à un niveau indécent, nous voulons « être », nous voulons juste pouvoir bien vivre, apprendre, nous émanciper, prendre soin de nos proches !

Bernard Arnault possède désormais 171 milliards. 171 milliards, ça dépasse l'imagination...M. Arnault, à quoi peut bien vous servir tout cet argent ? Pourquoi refuser de payer plus d'impôts, pourquoi refuser d'augmenter vos salarié.es, pourquoi refuser de créer des emplois en France ?

Pourquoi être aussi rat, M. Arnault ?... M. Arnault, cela ne vous apportera ni bonheur, ni vie éternelle. Mais tout notre mépris. Nous ne rêvons pas d'avoir une Rolex à 50 ans et nous méprisons tous ceux dont le seul moteur est la cupidité. Nous méprisons tous ceux qui sont prêts à vendre leur âme pour « dieu argent ». Tous ceux qui détruisent notre planète, qui cassent nos corps et nos vies pour dégager toujours plus de bénéfices.

C'est la raison pour laquelle avec notre camarade Ambroise Croizat nous avons inventé le salaire brut. Le salaire net c'est pour le mois, le salaire brut c'est pour la vie. Le salaire brut, c'est cette part de nos salaires qui échappe à la spéculation, qui nous assure des droits pour l'avenir, qui nous protège de la peur, qui nous sécurise, ainsi que nos proches face à la maladie, la retraite ou la mort.

Nous, ce que nous voulons, c'est une augmentation de notre salaire brut, nous voulons cotiser plus pour socialiser plus. Plus de salaire brut, c'est plus de bonheur brut !

Je suis d'ailleurs ravie de vous annoncer que nous avons enfin gagné que la mémoire d'Ambroise Croizat soit gravée à l'Assemblée nationale. De la même manière qu'il y a le siège de Jean Jaurès, il y aura le 8 décembre prochain le siège d'Ambroise Croizat, seul ministre du travail ouvrier de l'histoire de France !

Évidemment que c'est une bonne chose que les dépenses en matière de santé et de retraites augmentent : cela signifie que l'on vit plus vieux, que l'on développe de nouveaux médicaments et de nouvelles technologies pour soigner. La solution est donc simple : il faut consacrer plus de richesses à notre système de soin et à nos retraites. Et ça tombe bien, notre pays n'a jamais été aussi riche !

Nous allons donc interpellier l'ensemble des candidats et candidates à l'élection présidentielle sur ce point central. Pour nous, la Sécurité sociale ce n'est pas un monument du passé, c'est l'outil pour répondre aux enjeux d'avenir. Et cela commence par l'abrogation de la réforme des retraites. Je le dis, je le redis, il n'y a pas d'autre issue que d'abroger la réforme des retraites !

Les travailleurs et les travailleuses n'ont pas une mémoire de poisson rouge. Je lance ici, avec vous, solennellement l'appel de Tours ! Aucun candidat, aucune candidate n'aura les voix de la CGT, n'aura les voix des travailleurs et des travailleuses, sans s'engager à abroger la réforme des retraites sitôt arrivé à l'Élysée !

Et on ne s'arrêtera pas là ! Nous voulons la retraite à 60 ans, des départs anticipés pour pénibilité dès 55 ans et la prise en compte des années d'études !

Le 100% sécu, ce n'est ni un slogan ni un totem. Mettons-nous au travail pour le gagner, concrètement. Ça commence par l'exclusion du privé lucratif du champ de la Sécurité sociale. On sait ce que ça donne de confier nos proches à des structures dont le seul but est de distribuer des dividendes. Pour les actionnaires, il n'y a pas de petits profits : des économies sur le personnel, des économies sur les couches, des économies sur les repas, des économies sur les soins...et tant pis pour nos bébés et nos anciens...

Depuis les scandales Orpea, People and Baby et tant d'autres, plus personne ne peut dire qu'il ne savait pas. Pourtant, ça continue. C'est business comme si de rien n'était...Money, money, money...Après les cliniques, les Ehpad et les crèches, la finance s'attaque à la médecine de ville, elle s'attaque aux laboratoires pharmaceutiques, elle

s'attaque aux dentistes, mais aussi maintenant à la prise en charge des enfants en danger ! Pas possible que l'argent de la Sécurité sociale serve à verser des dividendes. Nous voulons un vrai service public de la petite enfance et de la perte d'autonomie !

Socialiser plus pour protéger plus c'est investir massivement dans nos services publics, dans nos hôpitaux, nos écoles, nos universités et organismes de recherche. C'est donner enfin aux 6 millions d'agents et agentes de la fonction publique les moyens de bien travailler ! C'est augmenter les salaires des fonctionnaires et titulariser tous les contractuels ! Ce n'est pas de nouveaux porte-avions dont nous avons besoin mais d'enseignant.es pour permettre à tous nos enfants de réussir.

Alors que nous fêtons cette année les 80 ans du statut, il est temps de rendre hommage aux près de 6 millions d'agents et d'agentes de la fonction publique ! C'est grâce à elles et eux que notre pays est toujours un des moins corrompu du monde ! C'est grâce à elles et eux que notre pays continue à tourner pendant toutes les crises, les épidémies, et les tempêtes !

Investir dans le travail du soin et du lien, c'est aussi un élément central de notre projet féministe. L'objectif est double : socialiser les tâches domestiques pour permettre aux femmes de travailler à temps plein, sans avoir à subir de doubles journées. Mais aussi revaloriser ces métiers exercés principalement par des femmes. Et dévalorisés parce que féminisés.

Et pas question qu'on nous dise que ce n'est pas finançable. Il faut un choc de justice fiscale. A cause de Macron, la France est devenue un pays de rentier. Un pays où il faut 5 générations à un fils d'ouvrier pour espérer devenir cadre.

Ce qu'il faut, c'est taxer les patrimoines en commençant par mettre en œuvre la taxe Zucman. Ce qu'il faut, c'est taxer les héritages, le principe le plus inégalitaire qui soit. Ce qu'il faut, c'est faire raquer les 13 000 ultra riches qui ne payent pas d'impôts en France. Ce qu'il faut, c'est mettre fin aux 211 Mds d'euros d'aides publiques attribuées sans condition ni contrepartie. Ce qu'il faut, c'est les réorienter sur nos services publics et les investissements dont nous avons besoin pour la transformation environnementale et la réindustrialisation !

2^e sujet sur lequel nous allons interpellier les candidats aux élections présidentielles : la transformation de notre modèle productif pour produire local, durable et décarboné.

Depuis 40 ans, toutes les régressions sociales en France et dans le monde ont été imposées avec un seul argument : « il faut baisser les salaires et rogner les droits sinon on ira produire ailleurs ».

Résultat : une longue liste de réformes violentes nous a été imposées mais les multinationales sont quand même allées produire ailleurs. Le libre-échange généralisé est une catastrophe sociale et environnementale. Il met en concurrence les travailleurs, organise le déclassement et nourrit directement l'extrême droite.

Nous devons porter une autre voie : ni libre-échange, ni guerre commerciale ! Un juste échange ! Un juste échange qui conditionne les droits de douanes aux normes sociales, environnementales et fiscales. Les normes ne sont pas un handicap mais un atout pour

relocaliser et protéger notre marché intérieur européen. Camarades, imposons-le made in France et le made in Europe dans les marchés publics et la politique d'achat des entreprises !

Mais il faut aussi transformer en profondeur notre outil productif. Produire pour répondre aux besoins des populations locales au lieu de produire pour inonder le monde d'armes, de carrés Hermès ou de poulets de batteries. Et décarboner. La réponse au défi environnemental n'est pas une option, c'est vital !

Nous le voyons déjà, les catastrophes climatiques se multiplient, 70% des espèces animales ont déjà disparu, nous avons déjà atteint 7 des 9 limites planétaires. **Ce qu'il faut changer, c'est le système, pas le climat !**

Imposer l'économie circulaire, limiter l'usage des matières premières, augmenter la durée de vie des produits, recycler... Mettre en place une sécurité sociale professionnelle et environnementale qui permet, à l'image de ce qu'ont arraché les camarades de Gardanne, de maintenir le salaire et le contrat de travail des salarié.es pendant qu'on transforme leur usine. Nous voulons produire et consommer autrement. Plus durable, moins jetable, de la qualité plutôt que du low cost ! Pour cela, la planification est indispensable. Une planification industrielle et écologique qui nous permet de relancer de grands projets d'infrastructures respectueuses de l'environnement, à commencer par le ferroviaire et l'énergie !

Le mot nationalisation ne doit plus être un mot tabou et peut d'ailleurs s'organiser à l'échelle européenne ! Total, BNP, St Gobain, Orange, EDF, Renault, Thalès, Arcelor, Sanofi, ENGIE, Société générale, Veolia...nos plus grandes multinationales sont toutes d'anciennes entreprises nationalisées ! Comme quoi, ça ne leur a pas fait de tort, au contraire ! Nous devons avoir la main sur les secteurs stratégiques avec un pôle public du médicament ou de l'énergie, un géant européen du numérique... !

Et nous avons d'ores et déjà un rendez-vous majeur : **le 11 juin prochain** ! La proposition de loi de nationalisation d'Arcelor revient à l'assemblée. On a réussi à la faire adopter une première fois, elle est ensuite passée au Sénat, et revient à l'assemblée pour l'étape décisive ! Nous serons au rendez-vous pour gagner du Metal sans Mitall !

Le 3e sujet que nous voulons mettre dans le débat public c'est la démocratisation du travail :

Les multinationales ont plus de pouvoir que de nombreux gouvernements, elles concentrent toujours plus de richesses, et pourtant elles ne rendent de comptes à personne.

C'est un hold up ! Les ordonnances travail ont considérablement aggravé cette situation. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis 2018 et la suppression des CHSCT, les accidents et les morts au travail ont augmenté de près de 35% ! 35% c'est 214 morts au travail de plus chaque année, et ce seulement dans le privé ! Je veux rendre hommage à nos camarades Karen, infirmière, Bruno, cheminot et Amara, ouvrier dans le bâtiment, morts au travail ces dernières années.

Ne l'oublions jamais. Derrière les chiffres, il y a des vies, des familles brisées, des orphelins. Mesdames et messieurs les candidat.es aux élections présidentielles, cette réforme tue, elle donne les pleins pouvoirs aux employeurs, il faut l'abroger !

Il n'est plus possible que celles et ceux qui créent la richesse n'aient quasiment aucune prise sur les décisions qui les concernent !

- Nous voulons des CHSCT partout. Le bilan des chantiers JOP le prouve, quand on crée des instances de prévention avec les syndicats, quand on multiplie les inspections du travail, on peut éradiquer les morts au travail !
- Nous voulons 50% des droits de vote dans les conseils d'administration pour pouvoir intervenir sur les orientations stratégiques. Si nous avions cela, ça fait bien longtemps que nous aurions pu imposer à Renault et à Stellantis de produire en France de petits véhicules électriques populaires !
- Nous voulons être à la table des tribunaux de commerce : plus possible qu'on laisse brader nos fleurons industriels, plus possible qu'on vende Vencorex, la SAM, Brandt ou Condat à des ferrailleurs !
- Nous voulons que les donneurs d'ordre soient obligés de rendre des comptes et ne puissent plus jeter leurs sous-traitants comme des kleenex. La loi des GM&S doit être adoptée !
- Nous voulons une réglementation européenne et internationale pour encadrer l'intelligence artificielle. Pas question qu'elle devienne un outil de contrôle et de déclassement. Faire réaliser de nouvelles tâches aux machines, pourquoi pas, mais nous devons le décider et en bénéficier directement avec une réduction du temps de travail sans perte de salaire !

Camarades, aucune de ces avancées ne tombera du ciel. Comme le dit l'Internationale : « Ni dieu, ni maître, ni César, ni tribun, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! » On gagnera par la mobilisation !

Et ça ne va pas attendre ! Pour les salaires, contre la vie chère et l'austérité nous devons être au rendez-vous ! Partout, portons un message très simple aux salarié.es : Sans syndicat, pas de NAO ! Sans la CGT, pas d'augmentation de salaire ! Pas de bras, pas de chocolat ! C'est le moment de créer la CGT partout !

Déjà notre agenda revendicatif se remplit

- Le 10, c'est les cheminots qui seront en grève !
- Le 11 nous serons mobilisés pour gagner la nationalisation d'Arcelor !
- Le 16 on sera devant le Sénat, pour empêcher qu'on nous vole le 1er mai et le 16 toujours, les camarades de la métallurgie seront mobilisés à Poissy pour défendre l'avenir de la filière auto !
- Le 18, c'est les journalistes qui seront en grève, dans toute la France, contre la mainmise des milliardaires et de l'extrême droite sur les médias !

- Le 18, nous serons aussi à Madrid à l'euromanifestation organisée par la CES pour dénoncer la déréglementation tous azimuts voulue par la Commission Européenne.

Camarades, nous vous proposons de décider d'une semaine d'action sur les salaires à partir du lundi 22 juin. Pas possible que des millions de salarié.es soient privés de vacances parce que les prix explosent ! Multiplions les luttes ! Exigeons l'ouverture de négociations dans toutes les entreprises et dans toutes les branches. Le gouvernement doit indexer tous les salaires sur les prix, augmenter le point d'indice des fonctionnaires et le SMIC et mettre enfin à l'ordre du jour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes !

La rentrée de septembre va être capitale. Comme il a essayé de le faire en 2025 et en 2026, le gouvernement va encore tenter de nous imposer une violente cure d'austérité dans le budget 2027.

M. Lecornu, notre message est clair. Si vous ne voulez pas remplir à votre tour le cimetière des Premiers ministres, prenez l'argent là où il est. Dans les coffres des milliardaires et des multinationales, dans les 211 Mds d'aides aux entreprises. Je vous le dis tout net : nous ne laisserons rien passer. Si vous essayez encore de nous faire les poches, l'automne sera très chaud !

Et pour finir, je veux adresser deux messages :

D'abord au patronat : l'impunité c'est fini ! Vous allez devoir assumer vos actes. Nous allons venir vous chercher pour chaque mort au travail pour chaque licenciement abusif ! Et pas la peine d'imaginer nous faire taire par la répression antisyndicale.

Je vous demande d'applaudir notre camarade Ouria Bellaziz qui sera ce jeudi aux prud'hommes pour contester la sanction que Tefal lui a infligée. Oui, les PFAS sont cancérigènes, oui Tefal en produit et oui Tefal réprime toutes celles et ceux qui osent le dire. La preuve, je suis moi-même poursuivie par Tefal et à nouveau mise en examen. Pourquoi ? Parce que j'ai eu le toupet de dire qu'il y a de la répression syndicale à Tefal !

Bon courage à leur avocat ! Il va falloir qu'il démontre que Tefal qui sanctionne la coordinatrice CGT de Tefal, qui poursuit un ancien salarié qui a témoigné devant les journalistes, qui porte plainte contre la secrétaire générale de la CGT...mais ne fait pas de discrimination syndicale... MDR...

Alors les camarades, et au risque d'une 3e mise en examen, je vous le dis, les rats osent TOUT, c'est à ça qu'on les reconnaît !

On pourrait en rire mais en fait, c'est grave. Deux mises en examen en 6 mois, c'est totalement inédit et cela confirme l'ampleur de la répression antisyndicale. Comme nous, plus de 1000 militants et militantes CGT sont poursuivis, c'est notamment le cas de Arnaud Raffier, Pascal Galéoté, Laurent Indrusiak, Myriam Lebkiri, Gérard Ré et de tant d'autres.

Vous pouvez compter sur le soutien de l'ensemble du congrès ! Quand on attaque un militant de la CGT c'est toute la CGT qui riposte !

Ils veulent nous intimider,

Ils nous poursuivent,

Ils nous sanctionnent

Mais ils ne nous feront pas taire. Jamais.

Cette répression syndicale éclate enfin au grand jour : notre confédération syndicale internationale vient de dégrader la note de la France dans son baromètre annuel des libertés syndicales.

Mon 2e message s'adresse au prochain pouvoir politique, quel qu'il soit : n' imaginez pas gouverner contre le monde du travail. Nous avons montré, ces dernières années, que nous pouvons bloquer, que nous pouvons faire reculer, et surtout, que nous pouvons gagner.

Nous recommencerons

La CGT n'a aucun fil à la patte.

La CGT n'est tenue par personne

La CGT n'a peur de personne.

La CGT est là pour défendre les travailleurs et les travailleuses. Elle le fera toujours.

Comme le disait Nelson Mandela : Je ne perds jamais. Sois-je gagne, soit j'apprends.

Et nous, camarades, nous avons appris.

Alors maintenant, on gagne !

On est la CGT !

Pour finir, je vous demande d'accueillir comme il se doit 4 de nos invités internationaux. Nasser Aboubaker, Président du syndicat des journalistes palestiniens, Yuri Samoilov de la KVPU, d'Ukraine, Niurka Maria Gonzalez Orbera, de la CTC à Cuba. Vous avez en commun d'être les victimes des guerres de l'extrême droite. Des guerres de Poutine, Trump et Netanyahu. Je vous demande aussi d'accueillir Guy KUKU, secrétaire général de la CDT, en République du Congo. Ton pays est frappé est frappé par une guerre qui, depuis 30 ans, a fait 15 millions de morts dans l'indifférence la plus totale.

Nous vous faisons ici, à Tours, le serment de ne pas vous abandonner, de ne pas laisser le cancer de la routine normaliser les crimes de guerre, le génocide en Palestine et l'impérialisme d'où qu'ils viennent. Nous faisons le serment d'organiser la solidarité des travailleurs pour gagner une paix juste et durable, pour mettre fin à l'embargo et pour vous aider à reconstruire vos pays.

Vive la solidarité, vive l'union des travailleuses et des travailleurs, vive le syndicalisme, vive notre 54^{ème} congrès et vive notre CGT !